



Printemps 1994 (Vol. 6, N^o. 1) numéro d'article 5

Les jeunes en attente ...

Deborah Sunter

Une des particularités de la situation difficile du marché du travail du début des années 90 est la chute considérable du taux d'activité des jeunes Canadiens. Entre novembre 1989 et novembre 1993, la proportion de jeunes qui avaient un emploi ou cherchaient du travail est passée de 67% à 60 %. Bien qu'une récession économique s'accompagne généralement d'une contraction de l'activité sur le marché du travail, en particulier chez les jeunes, l'importance de la chute est cette fois-ci sans précédent [▼1](#). Dans cet article, nous examinons l'évolution récente de la situation des jeunes de 15 à 24 ans sur le marché du travail (voir [Sources des données](#)).



Tableau 1 **Caractéristiques d'activité des jeunes de 15 à 24 ans au mois de novembre**

Source : Enquête sur la population active, novembre

Tendances de l'activité sur le marché du travail

Depuis 25 ans, le taux d'activité des jeunes a connu une tendance à la hausse sauf pendant de brèves périodes en temps de récession économique ([graphique A](#)). Cette croissance de l'activité des jeunes tient en grande partie à deux facteurs : l'augmentation à long terme de la proportion d'étudiants, en particulier chez les 15 à 19 ans, occupant des emplois à temps partiel pendant l'année scolaire et l'accroissement de l'activité des jeunes femmes.



Graphique A **La récession de 1990-1992 a frappé plus durement les jeunes que les autres récessions depuis le milieu des années 70.**

Source : Enquête sur la population active, données trimestrielles désaisonnalisées

La progression du taux d'activité des jeunes, au moins dans la seconde moitié des années 80, a été avantageuse : les jeunes réussissaient en général à trouver du travail pendant cette période d'expansion économique. En 1989, le taux d'emploi (soit le rapport emploi-population) annuel moyen des jeunes atteignait son plus haut niveau (62,3 %) et leur taux de chômage, son plus bas niveau depuis 14 ans (11,3 %).

Depuis lors, les jeunes ont subi une part disproportionnée des pertes d'emplois. En novembre 1992, l'emploi chez les adultes avait atteint un niveau dépassant celui d'avant la récession, mais celui des jeunes demeurait inférieur de 376 000 (-17 %) de ce qu'il était trois ans auparavant, et leur taux d'emploi stagnait à 50,0 %. En novembre 1993, la situation des jeunes ne s'était guère améliorée, leur taux d'emploi s'établissant à seulement 49,8 %.

Paradoxalement, 14 % des pertes d'emplois chez les jeunes se sont produites dans les services, justement le secteur où l'emploi avait connu une croissance lente mais presque ininterrompue depuis novembre 1989 (en hausse de 366 000 nouveaux emplois). Les femmes d'âge adulte étant les principales bénéficiaires de cette croissance, la part des jeunes dans les emplois du secteur des services est tombée de 20 % à 17 % entre novembre 1989 et novembre 1993.

Si les jeunes sont plus durement touchés que les adultes par les récessions, l'embauche ralentissant et les employeurs favorisant la main-d'œuvre expérimentée au détriment des travailleurs moins qualifiés ou récemment embauchés, il semble aussi qu'ils aient du mal à regagner le terrain perdu au moment des reprises ([graphique B](#)). Pendant la récession de 1981-1982, le recul du taux d'emploi des jeunes a coïncidé avec le début de la récession et l'emploi a chuté brusquement durant les 12 mois qui ont suivi. La reprise a été très lente, et ce n'est qu'en juin 1986, soit cinq ans après le début de la récession, que le taux d'emploi des jeunes s'est rétabli à son niveau d'avant la récession.



Graphique B **Durant la récession de 1990-1992, la baisse du taux d'emploi des jeunes s'est amorcée plus tôt et a duré plus longtemps.**

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

«Derniers embauchés, premiers licenciés», voilà qui décrit bien la situation des jeunes au début des années 80 et, mieux encore, ce qu'elle est aujourd'hui. Les jeunes ont en effet commencé à perdre des emplois huit mois avant le début de la dernière récession, c'est-à-dire avant avril 1990². La dégradation de l'emploi des jeunes a été moins brutale cette fois-ci, mais elle a duré beaucoup plus longtemps. Et si le phénomène des années 80 se répète, ce n'est pas avant de nombreuses années que les jeunes retrouveront le niveau d'emploi qu'ils avaient avant la récession. En raison de cette absence de perspectives d'emploi, il y a de plus en plus de jeunes qui n'ont aucune expérience de travail à offrir à d'éventuels employeurs, et cela risque d'aggraver une situation déjà précaire. Entre novembre 1989 et novembre 1993, la proportion de jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi a augmenté considérablement, passant de 10 % à 16 %.

Depuis 1989, année où les perspectives d'emploi ont commencé à se détériorer pour eux, une proportion grandissante de jeunes ont renoncé à chercher du travail. Que font ces jeunes en attente ...?

Plusieurs se tournent vers les études

De plus en plus de jeunes reprennent ou poursuivent leurs études. En novembre 1993, 56 % des jeunes étaient étudiants à plein temps, comparativement à 49 % en novembre 1989. Cet accroissement de la fréquentation scolaire a certainement contribué à la baisse récente de l'activité des jeunes sur le marché du travail, les étudiants ayant en général un taux d'activité nettement inférieur à celui des autres jeunes.

La proportion des jeunes qui étudient à temps partiel a légèrement augmenté depuis quatre ans, passant de 3 % à 4 %. Les étudiants à temps partiel ont généralement un taux d'activité très élevé puisqu'ils ont la possibilité d'avoir un emploi tout en étudiant. Mais la stagnation du marché du travail a également engendré une baisse d'activité parmi ces jeunes : de novembre 1989 à novembre 1993, leur taux d'activité est passé de 90 % à 85 %.

Une partie de la forte augmentation de la fréquentation scolaire enregistrée récemment peut tenir à un manque de débouchés sur le marché du travail. Il y a cependant eu une hausse remarquable du taux de fréquentation scolaire depuis assez longtemps, en particulier chez les 20 à 24 ans au niveau postsecondaire ([graphique C](#)). Cette augmentation ne semble pas être liée aux conditions du marché du travail. Peut-être les jeunes sont-ils plus conscients du fait qu'un haut niveau d'instruction tend à réduire

le risque de se trouver en chômage.



Graphique C Depuis la récession de 1981-1982, le taux de fréquentation scolaire chez les 20 à 24 ans a connu une forte croissance.

Source : Enquête sur la population active, moyennes pour les mois de septembre à novembre, données non désaisonnalisées

Ni à l'école, ni sur le marché du travail

Les jeunes n'ont pas tous la possibilité de poursuivre leurs études, et tous ne le souhaitent d'ailleurs pas, même si le marché du travail offre dans l'immédiat peu de débouchés et si la hausse du niveau d'instruction serait pour eux le moyen d'améliorer considérablement leurs perspectives de carrière à long terme. En novembre 1980, 8 % des jeunes ne fréquentaient pas d'établissement d'enseignement ou ne faisaient pas partie de la population active; en novembre 1983, ce taux avait légèrement augmenté, passant à 9 %. En 1989, grâce à l'accroissement du taux de fréquentation scolaire et à l'amélioration de la situation de l'emploi, la proportion n'était plus que de 6 %. Mais en novembre 1992, malgré trois années de croissance du taux de fréquentation scolaire, la proportion des 15 à 24 ans qui n'étaient ni étudiants ni actifs sur le marché du travail était toujours de 6 %.

Soin des enfants

En novembre 1992, près de la moitié des 191 000 jeunes qui n'étudiaient pas et qui étaient inactifs étaient des mères de famille, la plupart ayant invoqué le soin des enfants comme principale raison pour ne pas chercher d'emploi. La moitié de ces jeunes mères vivaient avec un conjoint, le tiers étaient à la tête d'une famille monoparentale et les autres habitaient avec leurs enfants chez leurs parents ou chez d'autres personnes apparentées.

La majorité des jeunes femmes qui avaient des enfants en bas âge avaient des ressources financières très limitées. En 1992, le revenu familial total de plus des deux tiers de ces jeunes mères était inférieur à 20 000 \$ (avant impôt). Presque toutes les jeunes mères à la tête d'une famille monoparentale avaient un revenu familial inférieur à 20 000 \$, mais c'était également le cas pour au moins la moitié des mères vivant avec un conjoint ou avec d'autres personnes apparentées. Les prestations de la sécurité sociale étaient la source de revenu la plus fréquente : la quasi-totalité des mères seules et plus du tiers des mères vivant avec un conjoint ou avec d'autres personnes apparentées ont déclaré qu'elles touchaient ces prestations.

Non seulement les ressources financières sont très limitées dans l'immédiat mais les perspectives à long terme pour ces jeunes mères ne sont guère mieux étant donné que près des deux tiers n'avaient pas achevé leurs études secondaires. Pour les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, l'entrée sur le marché du travail sera vraisemblablement difficile et les possibilités d'emploi très limitées.

Les autres ...

Parmi les autres jeunes qui n'étudiaient pas et étaient inactifs—groupe composé d'égales proportions de femmes sans enfant et d'hommes—le niveau d'instruction était également moins élevé. Un peu plus de la moitié d'entre eux n'avaient pas achevé leurs études secondaires. Cependant, parmi les jeunes qui n'étudiaient pas mais étaient actifs, cette proportion était de un cinquième chez ceux qui avaient un emploi et de deux cinquièmes chez les chômeurs.

Parmi les jeunes qui n'étudiaient pas, les raisons de ne pas chercher de travail variaient selon le sexe. Les jeunes hommes avaient tendance à indiquer qu'ils espéraient être rappelés au travail ou commencer un nouvel emploi dans un proche avenir (29 %) ou à juger inutile de chercher du travail parce qu'ils ne trouveraient pas d'emploi convenable (23 %). Les jeunes femmes avaient plutôt tendance à mentionner la maladie (22 %) ou les obligations personnelles ou familiales autres que le soin de leurs enfants (22 %).

Moins d'un jeune sur sept vivait seul ou avec des personnes non apparentées. Près des deux tiers des jeunes hommes vivaient avec leurs parents, comparativement à un tiers seulement des jeunes femmes. Près de 40 % des jeunes femmes vivaient avec un conjoint.

Ces jeunes avaient trois sources principales de revenu. Parmi ceux qui avaient répondu à la question sur les sources de revenu, plus du tiers ont indiqué l'aide sociale, plus du tiers également ont déclaré être à la charge de leur conjoint ou d'autres membres de leur famille et un jeune sur quatre a indiqué qu'il vivait des prestations du régime d'indemnisation des accidents du travail ou du régime de l'Assurance-chômage. La situation financière de ces jeunes était en général meilleure que celle des jeunes mères inactives, mais près de la moitié de ceux qui ont déclaré leur revenu familial pour 1992 avaient un revenu inférieur à 20 000 \$.

Projets d'études et de travail

Un peu plus de la moitié des jeunes qui n'étudiaient pas et qui étaient inactifs ont indiqué leur intention de reprendre leurs études. Dans le groupe des 15 à 19 ans, six jeunes sur dix ont déclaré qu'ils projetaient retourner aux études, et cette proportion diminuait au fur et à mesure que le temps écoulé depuis le moment où ils avaient quitté l'école augmentait. La moitié des 20 à 24 ans avaient l'intention de retourner aux études et tout comme le groupe précédent, les projets d'études étaient plus fréquents parmi ceux ayant quitté l'école depuis peu.

Plus des trois quarts des jeunes qui n'étudiaient pas et étaient inactifs, c'est-à-dire 85 % des hommes et 74

% des femmes, avaient déjà occupé un emploi et leur probabilité d'avoir l'intention de travailler était deux fois plus grande que ceux qui n'avaient jamais occupé d'emploi. Les jeunes hommes étaient aussi relativement plus nombreux que les jeunes femmes à indiquer leur intention de réintégrer le marché du travail—71 % et 55 % respectivement. La reprise des études n'empêchait pas la recherche d'un emploi, au contraire : les jeunes qui voulaient reprendre leurs études étaient relativement plus nombreux que les autres à indiquer leur intention de chercher du travail.

Résumé

Les récessions peuvent s'avérer difficiles pour la plupart des gens, mais les effets sont particulièrement pénibles et durables pour les jeunes. Pour ceux qui ont la possibilité de poursuivre ou de reprendre leurs études, une récession peut même, à long terme, avoir des effets positifs : en augmentant leur niveau d'instruction, ils auront plus tard la possibilité d'obtenir de meilleurs emplois. Toutefois, dans l'intervalle, les jeunes qui étudient peuvent avoir de la difficulté à trouver du travail à temps partiel ou un emploi d'été. Cet état de choses peut entraîner deux phénomènes : premièrement, ces jeunes risquent de n'avoir aucune expérience professionnelle à offrir à un employeur à la fin de leurs études; deuxièmement, beaucoup devront, pour continuer leurs études, emprunter des sommes considérables et par conséquent s'endetter lourdement pour l'avenir.

Dans l'ensemble, la dernière récession semble avoir frappé les jeunes plus durement que celle de 1981-1982. La stagnation de l'emploi persistant, les jeunes ont perdu relativement plus d'emplois et connu des hausses de chômage comparables, même si un plus grand nombre ont quitté la population active ou n'y sont pas entrés.

Il est encourageant de constater que la proportion de jeunes qui n'étudient pas et sont inactifs est demeurée stable malgré la récession. Toutefois, les 191 000 jeunes qui se trouvaient dans cette situation en novembre 1992 (dont 72 % étaient des femmes) avaient généralement un niveau d'instruction peu élevé, de sorte que leur entrée sur le marché du travail sera vraisemblablement difficile, leurs débouchés étant très limités.

Sources des données

Les données présentées dans cet article proviennent de deux sources. Les estimations portant sur les jeunes qui étaient inactifs en novembre 1992 sont tirées des résultats de l'Enquête sur les personnes n'étant pas sur le marché du travail, qui est un supplément à l'Enquête sur la population active de novembre 1992. Toutes les autres estimations ont été produites à partir des résultats de l'Enquête sur la population active.

L'Enquête sur les personnes n'étant pas sur le marché du travail a été conçue pour recueillir des données concernant l'activité antérieure ou prévue, l'activité actuelle non liée au marché du travail et les ressources financières des personnes ne faisant pas partie de la population active. En outre, elle a aussi comporté des questions sur les projets de fréquentation scolaire des jeunes qui n'étaient ni occupés ni aux études.

Notes

Note 1

De 1946 à 1965, la proportion de jeunes faisant partie de la population active a baissé de neuf points de pourcentage, passant de 57,3 % à 48,1 %. Cette baisse n'était pas attribuable à une récession, mais à des transformations sociales profondes qui ont favorisé la fréquentation scolaire chez les adolescents. L'instruction devenait plus accessible et plus nécessaire à mesure que la société canadienne s'éloignait de l'agriculture, son activité première.

Note 2

Cette date pourrait être révisée lorsque les estimations finales du PIB pour 1990 seront disponibles.

Documents consultés

- COHEN, G.L. [«Jeunes travailleurs en quête d'emploi»](#) dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001F au catalogue, Statistique Canada, Ottawa, Été 1989, p. 8-16.
 - SUNTER, D. «Les personnes n'étant pas sur le marché du travail» dans *La population active*, n° 71-001 au catalogue, vol. 49, n° 4, Statistique Canada, Ottawa, avril 1993, p. C2-C22.
 - ---. [«Études et travail rémunéré—un équilibre difficile»](#) dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001F au catalogue, vol. 4, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1992, p. 16-23.
-

Auteur

Deborah Sunter est au service de la Division des enquêtes-ménages de Statistique Canada.

Source

L'emploi et le revenu en perspective, Printemps 1994, Vol. 6, n° 1 (n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada).



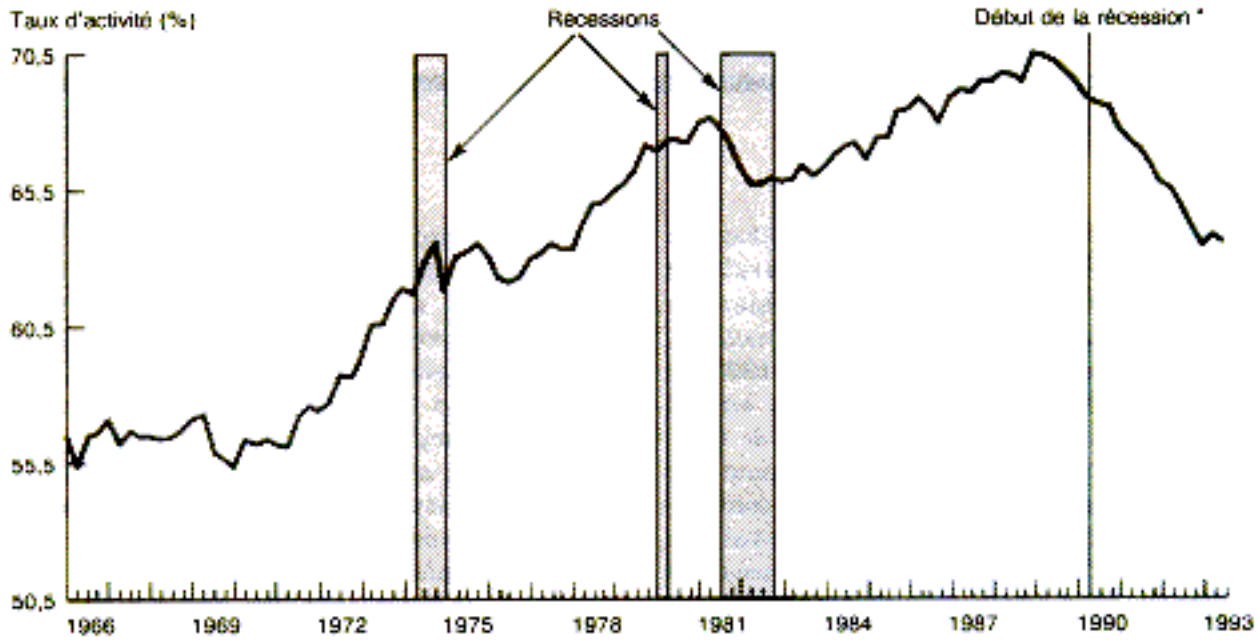
Caractéristiques d'activité des jeunes de 15 à 24 ans au mois de novembre

	1980	1983	Variation	1989	1993	Variation
Population (en milliers)	4 555	4 328	-227	3 780	3 733	-48
Étudiants à plein temps	1 842	1 839	-3	1 867	2 093	226
Étudiants à temps partiel	115	143	29	126	152	26
Jeunes ne fréquentant pas un établissement d'enseignement	2 598	2 346	-253	1 788	1 487	-300
Taux d'activité (%)	64,6	63,2	-1,4	66,8	60,3	-6,5
Étudiants à plein temps	33,8	34,7	0,9	45,7	40,6	-5,1
Étudiants à temps partiel	88,5	87,1	-1,4	89,8	85,1	-4,7
Jeunes ne fréquentant pas un établissement d'enseignement	85,4	84,0	-1,4	87,3	85,6	-1,7
Taux d'emploi (%)	56,8	51,7	-5,1	59,2	49,8	-9,4
Étudiants à plein temps	30,7	30,3	-0,4	41,3	33,7	-7,6
Étudiants à temps partiel	80,7	71,3	-9,3	83,7	71,1	-12,6
Jeunes ne fréquentant pas un établissement d'enseignement	74,3	67,4	-7,0	76,1	70,2	-5,9
Taux de chômage (%)	12,0	18,1	6,1	11,4	17,5	6,1
Étudiants à plein temps	9,3	12,8	3,5	9,6	16,9	7,3
Étudiants à temps partiel	8,8	18,1	9,3	6,8	16,5	9,7
Jeunes ne fréquentant pas un établissement d'enseignement	12,9	19,8	6,9	12,7	18,0	5,3

Source : Enquête sur la population active, novembre

Graphique A

La récession de 1990 -1992 a frappé plus durement les jeunes que les autres récessions depuis le milieu des années 70.

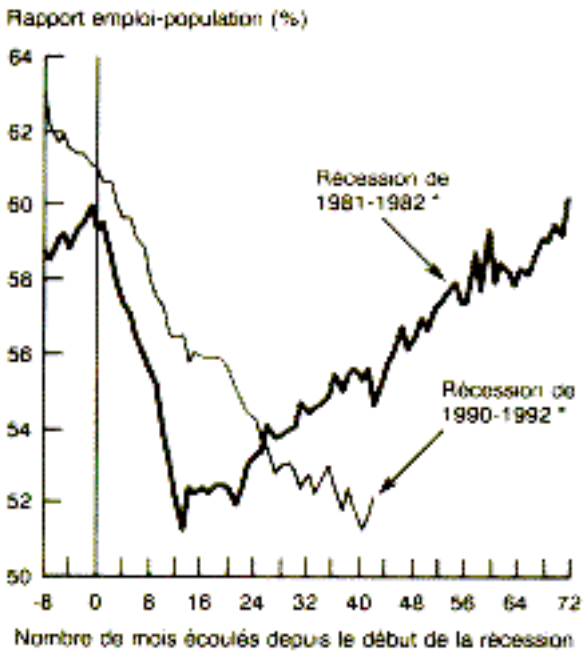


Source : Enquête sur la population active, données trimestrielles désaisonnalisées

* La date marquant la fin de la récession n'a pas été déterminée et celle du début pourrait être révisée.

Graphique B

Durant la récession de 1990-1992, la baisse du taux d'emploi des jeunes s'est amorcée plus tôt et a duré plus longtemps.

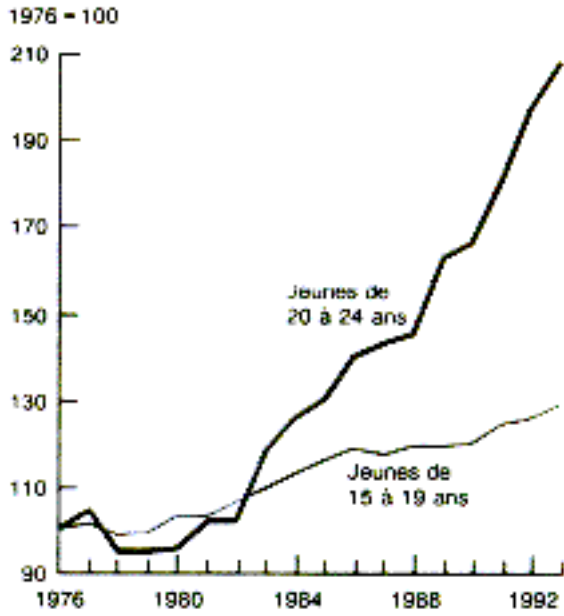


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

* 1981-1982 : 0 = juillet 1981
1990-1992 : 0 = avril 1990

Graphique C

Depuis la récession de 1981-1982, le taux de fréquentation scolaire chez les 20 à 24 ans a connu une forte croissance.



Source : Enquête sur la population active, moyennes pour les mois de septembre à novembre, données non désaisonnalisées